

Publié le 10 Avril 2018

Immobilisme occidental

La logique derrière la brutalité assumée par Bachar El Assad



Bachar El Assad est une nouvelle fois accusé d'avoir mené une attaque à l'arme chimique sur sa population. Des agissements condamnés comme toujours par la communauté internationale, mais le président syrien semble bel et bien intouchable. Une riposte de la part de l'Occident semble en effet improbable.



Avec [Alain Rodier](#)
[Voir la bio en entier](#)

Atlantico : Alors que le régime Syrien est accusé d'avoir conduit une nouvelle fois une attaque chimique sur sa population, une riposte conjointe de la France et des États-Unis pourrait voir le jour, en raison de ce nouveau franchissement de la "ligne rouge". Cependant, et comme le suggère Thanassis Cambanis dans un article de The Atlantic, une telle attaque chimique aurait sa propre logique pour Bachar El Assad; la probabilité qu'une riposte d'ampleur puisse voir le jour étant aujourd'hui faible, le résultat serait ainsi de démontrer aux opposants la réalité de leur isolement, et de leur défaite annoncée. Peut-on réellement considérer qu'une telle

attaque, si celle ci est confirmée, pourrait avoir été conduite délibérément à cette fin ?

Alain Rodier : Tout d'abord, quitte à faire hurler tous les "va-t'en guerre" politiques et médiatiques qui appellent à des bombardements massifs contre le régime syrien, il conviendrait que l'information de "frappe chimique" sur la Douma soit confirmée. Même le célèbre Observatoire syrien des Droits de l'Homme qui, selon la presse, "entretient un vaste réseau d'observateurs" en Syrie, s'est dit incapable de confirmer la réalité de la nature chimique de la frappe gouvernementale syrienne.

Il est facile d'appeler à une action guerrière quand cela n'engage que les autres : ceux qui la mènent et les victimes provoquées dans le camp d'en face. Une petite visite aux blessés de guerre français pourrait peut-être éclairer si cela est encore possible (et l'auteur en doute) certains "intellectuels" français belliqueux. Il faut reconnaître que le président Macron l'a fait tout au début de son mandat ... avant de virer le chef d'Etat-major des Armées, mais pour d'autres raisons !

La responsabilité du décideur politique est immense : il a droit de vie et de mort (et de blessures entraînant des handicaps à vie) sur ses compatriotes qu'il envoie au combat et sur l'adversaire désigné - pertes collatérales comprises -. Alors, si l'on décide de risquer la vie de ses administrés et de neutraliser l'ennemi (en clair de tuer "proprement", c'est-à-dire en n'employant pas des moyens prohibés comme les bombes à sous-munitions, les mines anti-personnels, etc. - que les US, les Russes, les Chinois, les Indiens, les Israéliens, les Iraniens, etc. s'autorisent), encore faut-il le faire pour de bonnes raisons vérifiées et pas sur des "on dit" repris en chœur par les intellectuels prédateurs. Un petit rappel aux dirigeants politiques dont le premier (et seul ?) souci est d'être réélu : dans l'Histoire, les vainqueurs militaires n'ont jamais été récompensés ensuite par leurs électeurs. Ils ont généralement été mis à l'écart avant de pouvoir revenir pour des raisons intérieures purement (Churchill, de Gaulle, etc.). Aujourd'hui, les citoyens sont surtout intéressés - à juste titre - par leur situation personnelle, par l'avenir de leurs enfants et pas par les aventures militaires extérieures.

Pour revenir à la Syrie, il faut se faire une raison : Bachar el-Assad est encore là (alors que de nombreux analystes avaient prédit sa chute en quelques mois) et, pire, il a gagné la guerre grâce à l'appui de la Russie et de l'Iran mais aussi parce que, n'en déplaise à certains esprits chagrins, il est soutenu par une partie non négligeable de sa population. Certes, il n'a pas les effectifs suffisants pour reconquérir et, plus encore, pour gérer l'ensemble de la Syrie, mais plus personne n'est aujourd'hui en mesure de le renverser, du moins dans l'immédiat. C'est un fait - qui peut être jugé comme amoral - mais c'est la réalité et "il faut bien faire avec". Il n'a donc aucun besoin d'"impressionner" les rebelles qui sont aujourd'hui acculés. Il y a ceux qui vont se rendre s'ils peuvent bénéficier d'une amnistie à l'"algérienne", ceux qui vont poursuivre la lutte jusqu'à la mort (Daech) et ceux qui vont se ranger sous la "protection" turque jugée plus supportable que le régime en place à Damas (à terme, les rebelles qui tiennent la province d'Idlib).

Il est fort probable que les États-Unis et la France - dont le président s'est imprudemment avancé - vont se sentir obligés de frapper - peut être avec la Grande-Bretagne qui semble, suite à la mystérieuse "affaire Skripal" avoir décidé d'en découdre avec Moscou par Syrie interposée pour des raisons qui lui sont propres - quelques installations militaires du régime pour "marquer le coup" mais sans aucune traduction sur les plans stratégique et tactique. Israël a montré la voie depuis des années en bombardant des installations syriennes tout en prenant garde de tirer depuis l'espace aérien libanais (au passage, en violation de toutes les règles régissant les relations internationales) de manière à ne pas être pris à partie par la défense sol-air russe qui est beaucoup plus performante que son homologue syrienne. A noter aussi que l'Etat hébreu ne défend pas la "morale" en Syrie mais ses propres intérêts, ce qui est bien plus compréhensible.

Cette future frappe permettra à Donald Trump très mis à mal aux États-Unis depuis sa prise de fonction, à Theresa May embarrassé par le Brexit et au président Macron - mon propos n'est pas de parler de politique franco-française - de démontrer à leurs opinions intérieures "qui est le chef !". Comme le dit fort justement l'universitaire Frédéric Pichon : "on ne sait pas qui c'est. On ne sait pas ce que c'est. Mais allons-y". Selon l'intelligentsia occidentale, les leçons de morale sont surtout valables pour les autres. Sur le fond, c'est pitoyable...

Ne peut-on également pas y voir une volonté d'affaiblir le camp occidental en cherchant une nouvelle fois le dépassement d'une ligne rouge qui

semble de plus en plus virtuelle ? En agissant de la sorte, impunément sur le plan stratégique, Bachar el-Assad n'en arrive-t-il pas à montrer qu'il est seul maître à bord ?

Il n'y a nul besoin d'affaiblir le camp occidental qui l'est déjà considérablement. Plus personne ne croit en sa parole et il ne tient que par la puissance économique qu'il représente encore. Bachar el-Assad sait parfaitement qu'il ne pourra compter sur l'Occident pour reconstruire les zones "libérées" de son pays. En effet, l'Occident ne peut se déjuger en aidant ce régime honni ("l'animal Assad" comme le dit Trump) même pour apporter un peu de mieux-vivre aux populations. De toutes façons, le sort du peuple syrien importe peu aux dirigeants occidentaux (se reporter aux Kurdes syriens). La Chine, le Brésil, la Russie et d'autres y pourvoiront plus ou moins efficacement, certes par pour des principes humanitaires mais pécuniaires

En cas de confirmation d'une telle attaque chimique, quelle serait la riposte appropriée de la part des États Unis et de la France pour que les discours soient en phase avec les actions ? Quel serait le degré d'intervention nécessaire au respect de la ligne rouge ?

La seule réponse militaire serait la guerre totale mais les Russes sont là et cela serait le déclenchement de la troisième Guerre mondiale. Il est vrai que les "va-t'en guerre" cités dans la réponse à votre première question ne paraissent pas y être totalement opposés. Ils atomiseraient bien la Russie, la Syrie, l'Iran et, pendant qu'ils y sont, la Chine considérée comme la "menace de demain". Cela ne les gêne pas outre mesure puisqu'ils sont persuadés de représenter le camp du "bien" sur terre. Il fut un temps où cela s'appelait le colonialisme...

Selon un ancien haut diplomate européen doublé d'un universitaire de renom - mais trop « vieux pour être entendu par les nouvelles générations » puisqu'il a connu la résistance au nazisme, l'URSS (l'auteur ne sait pas très bien dans quel camp) puis la période actuelle -, tous les responsables politiques actuels veulent la guerre histoire de redistribuer les cartes, mais ne souhaitent pas être accusés d'être ceux qui l'ont déclenchée. Si d'aventure cela se révélait vrai, cela expliquerait beaucoup de choses qui paraissent actuellement incompréhensibles. Nous ne sommes plus alors dans le domaine du pitoyable mais du tragique.

Alors, quelle est "LA" solution ? Malheureusement, elle n'existe pas. Pour notre pays, il faut seulement privilégier la défense des intérêts des citoyens français et, en conséquence, la recherche de la paix par la voie du dialogue et de la diplomatie. Seulement si cela n'est pas possible et en toujours en dernier recours, il peut être nécessaire de s'engager militairement - comme cela a lieu au Sahel en 2013 - tout en sachant le prix à payer et que cela va durer. Les autorités politiques de l'époque affirmaient que cela allait être réglé en quelques mois. L'auteur pensait alors (et avait écrit) que la guerre allait durer des années. Par contre, il estimait que Bamako, une fois "la remise en selle d'un gouvernement digne de ce nom pourrait peut-être prendre la relève..."

Une autre question est aussi omniprésente : qu'est-ce qui oblige Paris et plus généralement l'Europe, à suivre aveuglément la politique étrangère de Washington (et de son vassal britannique) ? L'auteur penche pour des « problèmes » (on pourrait peut-être parler de chantages) économiques. A titre d'exemple, la compagnie American Airlines vient d'annuler la commande de 22 Airbus A 350 tout en commandant 47 Boeing 787. Mais c'est une autre histoire...